



COMMUNIQUÉ

Secrétaire exécutif de la CCNUCC : les gouvernements doivent s'engager à progresser rapidement vers l'atteinte des objectifs de 2011 en matière de climat

(Bonn, 6 juin 2011) – Prenant la parole lors de la première journée de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Bonn, Allemagne, (6-17 juin), Christiana Figueres, secrétaire exécutif de la CCNUCC, a affirmé que les gouvernements devaient inévitablement prendre les mesures qui s'imposent pour satisfaire les objectifs relatifs au nouveau régime climatique qu'ils s'étaient eux-mêmes fixés à Cancún pour 2011.

« À Cancún, les gouvernements ont jeté les bases d'un monde futur à faible émission de carbone et réfractaire aux changements climatiques. Ils se sont engagés à limiter l'élévation de la température mondiale à 2 degrés Celsius, voire 1,5 degré », a-t-elle ajouté.

« Il est plus que jamais indispensable de mobiliser tous les efforts afin de respecter tous les engagements pris ».

L'appel de Mme Figueres survient dans le contexte de l'annonce d'une forte hausse, en volume et en concentration, des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

L'Agence internationale de l'énergie, dont le siège est à Paris, a estimé, la semaine dernière, que les émissions attribuables à la production mondiale d'énergie pour 2010 avaient à nouveau battu des records, rebondissement inattendu suite à la récente crise financière. Également la semaine dernière, le laboratoire de Mauna Loa, Hawaii, États-Unis d'Amérique, l'un des principaux centres scientifiques chargés de surveiller l'évolution du climat à l'échelle planétaire, a indiqué que les concentrations de dioxyde de carbone avaient encore une fois atteint un sommet en mai, tout juste sous les 395 parties par million.

Au sujet des attentes entourant la réunion de Bonn, Mme Figueres a déclaré que les négociateurs s'efforçaient actuellement de définir plus clairement l'architecture du futur régime climatique international voué à réduire les émissions mondiales assez rapidement pour éviter le pire scénario de changements climatiques. Un second volet concerne la conception des institutions responsables des finances, de la technologie et de l'adaptation, décidées à Cancún et censées aider les pays en développement à façonner eux-mêmes leur avenir dans le contexte du développement durable et à s'adapter de manière efficace au réchauffement de la planète.

« Les gouvernements ont un ordre du jour très chargé, autant sur le plan des procédures que des actions politiques. Ils sont arrivés ici pleinement conscients de ce que l'on attend d'eux et de leurs partenaires et déterminés plus que jamais à faire un bond en avant » a-t-elle ajouté.



Mme Figueres a voulu attirer l'attention sur le contexte de plus en plus favorable aux actions d'envergure mondiale dans le domaine des changements climatiques, dont les gouvernements doivent tirer parti au maximum.

« Les pays, y compris les grandes puissances économiques, sont en train d'établir des politiques en faveur d'un développement à faible émission de carbone. Le secteur privé continue d'investir dans ce domaine et réclame de nouvelles avenues pour accroître ses contributions, autant en quantité qu'en qualité. Et nous observons actuellement une hausse inexorable de l'efficacité des technologies propres et une baisse de leurs prix », a indiqué le plus haut responsable des questions relatives aux changements climatiques au sein des Nations Unies. « Nous sommes déjà à l'aube de la révolution de l'énergie propre et renouvelable, et il n'en tient qu'à nous de la mener à bien, avant qu'il ne soit trop tard ».

La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se déroule à Bonn du 6 au 17 juin, a attiré plus de 3 000 participants en provenance de 183 pays, dont des délégués gouvernementaux et des représentants du monde des affaires et de l'industrie, d'organisations environnementales et d'institutions de recherche. Cette réunion vise à préparer la Conférence de Durban, prévue à la fin de l'année (28 novembre - 9 décembre).

La CCNUCC

Avec 195 Parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques regroupe pratiquement tous les pays de la planète. Le Protocole de Kyoto, qui en est issu en 1997, compte pour sa part 192 États membres. En vertu de ce dernier instrument, 37 États formés de pays hautement industrialisés et de pays en transition vers une économie de marché sont légalement tenus de limiter et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le but ultime des deux traités est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui n'interfère pas de manière dangereuse avec le système climatique.

Voir également : unfccc.int

CCNUCC sur Twitter : @UN_ClimateTalks

Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres, sur Twitter : @CFigueres

CCNUCC sur Facebook : [facebook.com/UNClimateTalks](https://www.facebook.com/UNClimateTalks)